

Secrétariat d'Etat à la formation, à la re-
cherche et à l'innovation SEFRI
Division Hautes écoles
Silvia Studinger
Effingerstrasse 27
3003 Berne

Berne, le 4 juillet 2014

**Ordonnance sur la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE)
Procédure d'audition**

Madame,

Nous vous remercions de nous avoir invités à prendre part à la procédure d'audition concernant le projet d'ordonnance sur la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE) et ordonnances du DEFR dans le domaine des hautes écoles spécialisées. En tant qu'organisation faîtière du monde du travail, nous nous permettons, par la présente, de vous transmettre notre position.

Nous saluons globalement la première étape de la révision de l'O-LEHE qui permet de définir les compétences au sein du Conseil fédéral et du Département et de préciser les modalités d'exécution des dispositions transitoires.

Concernant l'art. 7, alinéa 2, nous estimons que les demandes de contributions pour des investissements immobiliers doivent non seulement répondre à la norme SIA 102, mais également à la norme SIA 112/1. Celle-ci, plus récente, tient compte des recommandations de la Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (KBOB) en matière de construction durable et répond mieux aux nouvelles exigences fixées dans la LEHE (art. 55 al 1 lit d). Mis à part ce point, nous n'avons pas de remarques à transmettre sur les articles de l'O-LEHE et les autres ordonnances.

En vous remerciant de prendre les dispositions nécessaires, nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de notre considération distinguée.

UNION SYNDICALE SUISSE

Paul Rechsteiner
Président

Véronique Polito
Secrétaire centrale